

Le Luxembourg fait partie des onze pays qui conservent leur triple A

Carlo Thelen: «La menace est réelle!»

Pour le chef économiste de la Chambre de commerce, l'effet boule de neige serait dangereux

INTERVIEW: THIERRY LABRO

Il n'y a plus que onze pays qui conservent leur triple A: sept bénéficient d'une perspective «stable» (Suède, Norvège, Danemark, Suisse, Australie, Canada et Singapour). Les quatre autres, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Luxembourg et la Finlande, voient leur triple A menacé d'une perspective «négative», attribuée par au moins une des trois agences. Pour le chef économiste de la Chambre de commerce de Luxembourg, Carlo Thelen, la menace est réelle et ses conséquences potentiellement désastreuses.

■ **Le Luxembourg est-il davantage menacé aujourd'hui qu'hier de perdre son triple A?**

Si l'on en croit les perspectives de la Commission européenne, on peut s'alarmer. Le poids du déficit de l'administration publique devrait passer de 0,9 % du PIB à 2,7 % du PIB en 2015, selon ces prévisions. La dette va passer de 24 % à 29 %. Clairement, le triple A est menacé! Le problème, c'est que quand le triple A est tombé... il est tombé! Il risque d'y avoir un effet boule de neige et une panique des investisseurs, qui ne viennent pas à Luxembourg à cause du beau temps mais parce qu'ils pensent qu'ils sont dans un meilleur climat économique pour se développer. Nous sommes beaucoup plus petits et beaucoup plus vulnérables. La France trouvera toujours des investisseurs et des solutions pour préserver le modèle social européen! Si le Luxembourg devait avoir des problèmes, on nous regarderait avec distance... Les décideurs politiques luxembourgeois, quelle que soit leur couleur politique, doivent mesurer ce risque!

■ **Est-ce que le risque est devenu plus grand aujourd'hui? Est-ce qu'il est irréversible?**

Le risque était identifié avant la crise. Il y a des problèmes structu-



Pour le chef économiste de la Chambre de commerce, Carlo Thelen, c'est le meilleur moment pour agir. (PHOTO: GERRY HUBERTY)

rels, comme la hausse du chômage, comme la perte de compétitivité, comme une inflation supérieure à

celle de nos voisins, comme la chute des finances de l'administration publique. Heureusement pour l'instant

que les autres Etats ont fait pire que nous! Parce qu'on ne peut pas dire que nous avons réussi à faire ce qui était attendu.

Aujourd'hui, le gouvernement est sous pression mais il doit agir pour prendre des mesures courageuses. D'abord parce que nous ne pouvons pas continuer comme cela, comme au temps des trente glorieuses ou des vingt splendides! Ensuite parce que c'est plus facile de réformer en début de législature qu'ensuite. Et enfin parce qu'il semble y avoir une forte attente de la population et que les messages se trouvent du coup faciles à faire passer.

Tout n'est pas perdu mais la situation se dégrade très rapidement. Le Luxembourg a des atouts pour s'en sortir et doit les combiner intelligemment! Il y a de beaux projets mis en route, il faut agir!

■ **Tous les pays ne sont pas égaux devant le triple A... Quels sont les atouts du Luxembourg?**

Il ne me semble pas avoir vu que la notation des Etats-Unis avait été abaissée malgré les menaces que le pays soit en faillite. La notation, c'est la croyance des agences que les Etats ont la capacité de rembourser leurs dettes. On pense des Américains non seulement que la consommation à outrance fait partie de leur mode de vie mais aussi qu'ils sont toujours capables de rebondir, de prendre des décisions et de mener des réformes. Au Luxembourg, comme en Europe, il y a le coût du bien-être social, des intérêts politiques divergents et une Banque centrale sans coordination qui ne s'occupe que de l'inflation. Le Luxembourg a bénéficié de son attractivité, de sa stabilité, de sa prévisibilité et de sa flexibilité. Le «first move» nous a toujours permis, comme pour l'industrie du satellite ou le secteur financier, d'aller très vite pour nous adapter à un nouveau contexte européen et international. Je pense que les agences ont confiance dans nos possibilités.

La France perd son triple A

Paris. Standard & Poor's a provoqué un coup de tonnerre, vendredi, en abaissant la note de la France pour la deuxième fois en moins de deux ans, à «AA», au grand dam du gouvernement, déjà englué dans les difficultés et en proie à des tensions sociales croissantes.

S&P a justifié, dans un communiqué, sa décision d'abaisser d'un cran la note, fixée depuis début 2012 à «AA+», par le fait que le pays, selon son analyse, avait perdu de sa marge de manoeuvre financière et n'était pas en mesure de se réformer davantage en raison de la persistance d'un chômage élevé. Sans broncher, le président François Hollande a indiqué qu'il «confirmerait la stratégie» économique de la France et son propre «cap», lors d'une réunion avec les dirigeants des grandes institutions financières à l'Elysée.

«Cette politique qui repose sur des réformes qui ont déjà été engagées, qui se

poursuivront, est la seule qui permette d'assurer la crédibilité» de la politique économique de la France, a-t-il assuré, mettant également en avant «les faibles niveaux des taux d'intérêt (de la dette française) sur les marchés».

Selon l'analyse de l'agence de notation, «la marge de manoeuvre budgétaire de la France s'est réduite, alors (qu'elle) la considérait auparavant comme élevée au regard des pays comparables». «Ne percevons pas, pour la période à venir, de plan d'ensemble articulé permettant de libérer le potentiel de croissance, préalable indispensable à la baisse du chômage», a déclaré le chef économiste pour l'Europe de l'agence, Jean-Michel Six.

S&P juge en effet que «le niveau actuel du chômage amoindrit le soutien populaire en faveur de nouvelles réformes structurelles et sectorielles et affecte les perspectives de croissance à plus long terme. (AFP)